
La situation en Algérie

N° 13 Hiver 1994-1995

De l'escalade de la violence à l'amorce d'un dialogue politique?

Abderrahim Lamchichi

L'exécution revendiquée par le GIA des quatre Pères blancs en Kabylie, au lendemain du dénouement de la prise d'otages de l'avion d'Air France, fin décembre 1994, ajoute un sanglant événement au déchaînement de la terreur islamiste en Algérie. Quelles solutions politiques sont-elles encore possibles?

Quelques mois seulement après l'interruption du processus électoral (janvier 1992) — suivie par une vague de répression féroce ayant visé les cadres et les sympathisants du FIS —, la terreur islamiste s'est déchaînée sur l'Algérie jusqu'à en menacer sérieusement la stabilité et la paix civile: embuscades et attentats aveugles (tel celui de l'aéroport d'Alger du 26 août 1992); attaques de casernes et de commissariats; sabotages en tous genres (incendies de lieux publics, d'usines et d'établissements scolaires ⁸⁴; destruction de trains de marchandises_); listes noires puis exécutions (de journalistes, d'intellectuels, d'artistes, d'universitaires, de médecins, d'ingénieurs, de femmes non voilées_); assassinats de

personnalités politiques, de hauts fonctionnaires et de magistrats; puis, plus récemment, déclenchement d'une série d'assassinats aveugles d'étrangers (visant en premier lieu des Français, mais aussi des Italiens, des Russes, des Yougoslaves_ et des couples mixtes) ainsi que des Européens résidents d'Algérie ou ayant opté pour la nationalité algérienne.

L'instauration, il y a près de trois ans, du Haut Comité d'Etat et de l'état d'urgence fut l'occasion inespérée pour les cadres islamistes les plus fanatiques et les plus intransigeants (ceux qui, au sein de la nébuleuse de l'islamisme algérien, ont toujours refusé la voie légaliste, prôné le recours au terrorisme comme moyen de prise et d'accaparement du pouvoir et rêvé de l'instauration d'une théocratie barbare) de déclarer une guerre totale au régime et à une société jugée "impie". Par leur application d'une stratégie systématique de destruction économique et d'enclavement du pays, leur objectif est de frapper l'opinion internationale et, surtout, nationale — comme si ces actes ignominieux pouvaient leur offrir un surcroît de légitimité auprès d'une jeunesse désespérée.

Dès mars 1992, Abdelkader Chebouti — ancien activiste de la lutte armée durant les années quatre-vingt — est proclamé "Général" du MIA (Mouvement islamique armé). Plus tard, différents groupes (composés à l'origine, pour l'essentiel, de quelques centaines d'anciens "combattants" de la guerre d'Afghanistan) revendiqueront, partout dans le pays, des attentats, des attaques contre les forces de l'ordre et autres abominables tueries à l'arme blanche visant des civils, au nom du GIA (Groupe islamique armé). Plus récemment, suite à une série de règlements de compte et de surenchère terroriste entre factions concurrentes de l'islamisme radical dans les maquis, des militants du FIS proclament — pour se démarquer du GIA et monopoliser le *leadership* de la lutte contre le régime — la création de l' AIS (Armée islamique du salut) émanation militaire du parti islamiste interdit ⁸⁵.

La plupart de ces mouvements terroristes ont émergé suite à la dissolution du FIS et à l'instauration de l'état d'urgence. Mais cette option pour la clandestinité, la violence aveugle et l'affrontement armé avec le pouvoir n'est pas nouvelle dans l'histoire (courte) de l'islamisme algérien. Rappelons qu'à la charnière des années soixante-dix/quatre-vingt — dans un contexte de radicalisation et de volonté d'exportation de la

révolution "islamique" d'Iran et surtout avec l'exacerbation de la guerre livrée par les *moudjahidines* afghans contre la présence soviétique dans leur pays — certains leaders anciens de l'islamisme algérien (la figure emblématique étant celle de Mustapha Bouyali, responsable d'actes de sabotage et d'assassinats de policiers, qui fut tué en 1987) et de nouveaux militants plus jeunes, ayant fréquenté les maquis d'Afghanistan (on les appelle d'ailleurs les *afghans*, à l'image du chef du GIA, abattu en février 1994: Mourad Sid Ahmed, dit Ja'far al-Afghânî) ont constitué des centaines de petits groupes armés, disséminés sur le territoire algérien, mais demeurés (jusqu'aux récents événements) dispersés, sans coordination, ni leader incontesté et sans réel ancrage populaire.

D'une manière générale, les groupes islamistes armés actuels sont extrêmement hétéroclites, difficiles à appréhender et à analyser, en raison notamment de la nébuleuse complexe qu'ils forment et surtout de leur cantonnement dans une totale clandestinité. Tous les observateurs s'accordent, cependant, pour dire qu'ils sont constitués d'une part, par d'anciens *desperados*, ayant activement participé aux maquis dans les années quatre-vingt, et d'autre part, par des cadres et militants de l'ex-FIS (ceux qui appartenaient, pour la plupart, avant les événements actuels, à l'aile radicale du parti islamiste, rejoints, depuis, par les autres tendances du FIS, au sein de l'actuelle AIS). A ces deux catégories, il convient d'ajouter tous les jeunes des banlieues défavorisées que la répression militaro-policière, la torture, les exécutions sommaires, les arrestations massives et, plus fondamentalement, la désespérance sociale ont jetés dans les bras de l'intégrisme. Dans les rangs du GIA, il y a également des déserteurs de l'armée algérienne. Nombre d'observateurs font remarquer, par ailleurs, que ce groupe, de loin le plus radical de la mouvance islamiste, est parfois manipulé par les services de sécurité algériens qui l'ont infiltré. Mais, pour l'essentiel, les nouveaux activistes de ce mouvement se recrutent parmi les durs du FIS et, surtout, parmi des jeunes désespérés; ce qui n'est pas un phénomène nouveau.

C'est ainsi que les partisans de l'ancien groupe extrémiste *al-Takfir wa al-Hijrah* (*excommunication* ou *Anathème et Emigration*) se recrutaient dans les quartiers pauvres des

grandes villes, en particulier à Alger. Se manifestant d'abord — comme d'autres groupes d'activistes — lors des émeutes d'octobre 1988, ainsi que par des actions violentes d'intimidation visant les lieux qui symbolisaient, à leurs yeux, la "débauche" (Cf. le thème de la *Jâhilliyya*, dans leurs écrits) (destructions de bars, de boîtes de nuits, d'établissements de production et de commercialisation des alcools; agressions des femmes non voilées_), ils sont brutalement passés, bien avant l'interruption du processus électoral, à la confrontation armée avec les autorités (attaques de postes de police, de casernes, de tribunaux militaires, etc.). Un groupe comme *al-Takfir wa al-Hijrah* forme actuellement l'un des noyaux du GIA, de même que les partisans de l'ancien MIA de Mustapha Bouyali. A signaler également que ces différents groupes ont bénéficié, un temps, d'aides extérieures (logistique, financement, complicités de services d'ambassades, voire camps d'entraînement militaire au Soudan, en Afghanistan ou en Iran_). Leurs méthodes s'apparentent, par bien des aspects, à celles de groupes extrémistes égyptiens (*Djihâd* ou *al-Jamâ'ât al-Islâmiyyah*), notamment les sabotages ou les assassinats d'étrangers.

Au total, la mouvance terroriste existait bel et bien avant l'arrêt du processus électoral, mais elle restait isolée et ne bénéficiait pas du crédit de la majorité des militants et sympathisants islamistes; l'état d'urgence et la répression n'ont cessé, depuis 1992, de grossir ses rangs. Alors qu'avant sa dissolution et l'incarcération de ses dirigeants et sympathisants, le FIS — qui espérait canaliser l'ensemble de la mouvance islamiste — semblait avoir opté pour la voie légaliste (même si son programme demeurait foncièrement rétrograde, anti-démocratique, périlleux pour les libertés et la laïcité, et que certains de ses zéloteurs n'hésitaient pas, bien avant février 1992, à semer la terreur au nom d'un moralisme d'un autre âge), aujourd'hui, une dérive effrayante a gagné la plupart des groupes islamistes. Les courants dits "modérés" au sein de l'ex-FIS, des mouvements légalistes comme *Ennahda* d'Abdallah Djaballah ou *Hamas* de Mahfoud Nahnah, sont en perte de vitesse. Les partisans du terrorisme aveugle et de l'intransigeance politique paraissent, eux, avoir remporté la partie. Alors qu'il y a deux ans encore, la recherche d'interlocuteurs islamistes, à la fois représentatifs et opposés à la violence, n'aurait pas été vaine, le pouvoir actuel a le plus

grand mal à convaincre les dirigeants du FIS d'arrêter de se livrer à une surenchère avec l'aile radicale du GIA pour gagner du crédit auprès de la masse des sympathisants de l'intégrisme.

Chacun en conviendra: le choix des dirigeants algériens (soutenus en cela par certains leaders de partis et d'associations laïques) d'interrompre le processus électoral et d'opter pour la stratégie de l'"éradication totale de l'islamisme" fut une terrible erreur. Le résultat d'une telle politique est aujourd'hui pire que ce qu'on pouvait, à juste titre, craindre d'une victoire électorale du FIS au second tour des législatives. L'irréparable a été commis, beaucoup de sang a coulé et il faudra du temps, beaucoup de temps probablement, pour panser les blessures. Depuis février 1992, les affrontements ont fait dix mille morts, selon un bilan communiqué par la présidence de la République aux partis et révélé, le 6 septembre dernier, par Abdel Hamid Mehri, secrétaire général du FLN. D'autres observateurs avancent le chiffre de trente mille morts; soixante par jour! D'autre part, toujours selon Abdel Hamid Mehri, les dégâts matériels sont officiellement estimés à soixante-dix milliards de dinars (deux milliards de dollars).

Pourtant, à l'époque, de nombreux contre-pouvoirs (celui de l'armée n'étant pas le moindre) existaient au sein de la société politique et de la société civile; des garde-fous juridiques et constitutionnels pouvaient éviter toute remise en cause des libertés et un accaparement éventuel de la vie politique par le parti islamiste s'il était parvenu au pouvoir. Il eut donc fallu accepter le verdict du suffrage universel, jouer pleinement le jeu de l'alternance, permettre aux islamistes de se confronter aux contraintes et à l'usure du pouvoir et mettre à l'épreuve leur lyrisme — tout en restant vigilants et, le cas échéant, faire face à toute atteinte aux fondements d'un Etat de droit que la société algérienne était, péniblement, en train d'édifier. En revanche, l'option sécuritaire a précipité le pays dans une aventure dont on voit, à présent, les conséquences désastreuses (perte d'influence des courants dits "modérés" de l'islamisme, radicalisation d'une frange importante de celui-ci, risque d'éclatement de l'armée, altération de l'idée même de démocratie et d'alternance au pouvoir dans un pays déjà marqué par la carence de la culture citoyenne_).

Aujourd'hui, il faut bien se résoudre à discuter avec les

islamistes qui accepteraient de renoncer à la violence pour rechercher, avec les autres forces sociales, une issue politique à la crise. D'ailleurs, le pouvoir algérien semble hésiter entre la solution du "tout répressif" et une solution politique. Plusieurs rencontres ont eu lieu, en effet, pendant l'été 1994, entre les dirigeants du FIS, Abbassi Madani et Ali Belhadj, détenus à la prison militaire de Blida, et des émissaires du chef de l'Etat, le général Liamine Zéroual (ce dernier, qui reconnaît avoir rencontré lui-même A. Madani dès janvier 1994, n'a cessé d'encourager les dirigeants des partis politiques associés aux négociations, à aller s'entretenir avec les chefs historiques du FIS incarcérés et a souligné que "le contact sera maintenu"). Liamine Zéroual a reçu deux missives d'Abassi Madani (25 et 27 août) dans lesquelles celui-ci s'engage à respecter le pluralisme politique et l'alternance au pouvoir par la voie des élections, tout en réclamant l'amnistie générale et l'organisation d'un référendum pour demander au peuple algérien l'instauration d'un "*Etat républicain algérien fondé sur les principes islamiques*" (sic!); il déclare que "*le peuple algérien est musulman*" et que "*l'État algérien ne peut être que l'Etat de l'islam*".

Malgré ces contradictions et ces incohérences, ces contacts laissent entrevoir une lueur d'espoir. Il faut donc absolument engager un véritable dialogue politique ⁸⁶ afin de désamorcer le cycle de violence, stopper la folie meurtrière des groupes islamistes armés et les violations éhontées des droits de l'homme commises par les forces de l'ordre, faire cesser l'effusion de sang et éviter le chaos d'une guerre civile totale, infiniment plus ravageuse.

Des mesures immédiates d'apaisement s'imposent: libération des détenus islamistes non responsables d'actes de violence ou de crimes; levée de l'état d'urgence; levée des restrictions sur la presse et sur les activités des associations et des partis politiques; autorisation de rencontres entre cadres islamistes engagés dans le dialogue et acceptant la seule voie de la légalité républicaine comme pratique politique; reconnaissance, à terme, d'un parti islamiste rénové (ou simple levée d'interdiction du FIS), à condition que celui-ci s'engage *explicitement* à respecter la laïcité de l'Etat, l'alternance au pouvoir selon le libre choix des électeurs, les libertés individuelles et collectives, les droits de l'homme et de la femme, la libre expression de la diversité culturelle, en

particulier kabyle, la séparation des pouvoirs et l'État de droit.

Toutes ces mesures, absolument indispensables pour que l'Algérie retrouve le chemin de la paix civile et du dialogue démocratique, peuvent préparer, dans le moyen terme, les conditions pour l'organisation de nouvelles élections saines et transparentes (supervisées, éventuellement, par l'ONU et des observateurs internationaux).

Ce plaidoyer pour le dialogue avec les islamistes ne saurait, en aucune manière, signifier de notre part la conviction que ceux-ci puissent représenter une quelconque solution alternative à la crise qui secoue les sociétés arabomusulmanes, ni même — contrairement à ce que maints observateurs laissent entendre — l'acceptation de l'hypothèse d'un "compromis" entre détenteurs actuels (impopulaires) du pouvoir (militaires ou civils) et des islamistes, prétendument "modérés" qui joueraient une fonction tribunicienne et de canalisation de la masse des exclus. Cette "solution" à la soudanaise ou à la pakistanaise n'est pas, à mes yeux, moins pire que l'installation pure et simple des islamistes au pouvoir ou la continuation de la stratégie actuelle de l'"éradication" (qui s'est révélée, on vient de le voir, un échec total). S'y résoudre reviendrait à succomber à la fatalité et condamner tous les pays confrontés à l'effervescence islamiste, à la fermeture sur soi — au moment où ils ont besoin, au contraire, d'ouverture sur le monde. Pis encore: se résigner à laisser le terrain social et culturel aux manipulations des pires démagogues — sous le prétexte fallacieux que l'islamisme est devenu incontournable et représenterait on ne sait quelle voie singulière vers la modernité — reviendrait à condamner ces sociétés à une terrible régression — alors qu'elles doivent réunir toutes leurs potentialités afin de relever les défis de cette fin de vingtième siècle: essor économique; développement de la recherche scientifique, technique et dans les domaines des sciences humaines et sociales; éclosion de l'art et de la création culturelle; amélioration de la formation-qualification des jeunes; réforme profonde du système éducatif de l'école primaire à l'université; épanouissement d'une vie associative libre; émancipation de la femme; participation citoyenne; État de droit, etc.

Or, il est pour le moins illusoire de croire, un seul instant, que l'islamisme (quelles qu'en soient les composantes, d'ailleurs) pourrait apporter la moindre solution fiable à ces

problèmes, ou incarner l'avenir des sociétés arabomusulmanes — au sens où il représenterait l'expression d'une modernisation enfin réappropriée avec le fonds culturel propre.

S'efforcer d'appréhender et de comprendre les racines et le contexte de développement d'un tel phénomène implique certes de souscrire à une démarche la plus objective possible, non réductible à une simple réprobation morale des excès (le mot, j'en conviens, est très faible!) et des dangers que représente l'activisme islamiste pour la survie même de la cité. Mais, dans le même temps, il ne s'agit pas, pour le chercheur, de s'en tenir à une posture d'absolue neutralité (inatteignable, chimérique en vérité). Position qui le condamnerait à s'abstenir de toute intervention dans le débat sur les valeurs et à s'interdire toute implication dans les interrogations qui engagent, sans nul doute, le devenir de sociétés entières. Car, en tant que citoyen, celui-ci se doit, à mon avis, de défendre ses convictions démocratiques et de combattre, avec les armes (bien modestes!) qui sont les siennes, toutes les tentations absolutistes et toutes les idéologies totalitaires. Ce n'est pas trahir sa vocation d'observateur impartial des faits sociaux que de plaider — dans l'espace public — en faveur des régimes de liberté et de marquer sa préférence pour les formes d'organisation politique qui favorisent, non le repli sur des identités fantasmées, mais l'ouverture au monde, la tolérance et le pluralisme. Il n'y a, à mes yeux, aucune contradiction, bien au contraire: il y a complémentarité entre d'un côté, l'éthique d'objectivité, de rigueur et d'esprit critique à laquelle le chercheur est tenu constamment de se soumettre, et de l'autre, l'engagement en faveur de la citoyenneté et de l'esprit démocratiques.

C'est précisément au nom du contenu exigeant et des valeurs éthiques de cet esprit (sauvegarde de la paix civile dans la reconnaissance mutuelle, protection des libertés individuelles et collectives, vertus de la discussion publique et des délibérations pluralistes et pacifiques_) que le citoyen démocratique, dans les pays agités par l'islamisme, appelle au respect scrupuleux de la liberté d'expression, de la dignité et de l'intégrité physique et morale des islamistes. Ceux-là mêmes qui exècrent le système démocratique et rejettent l'universalisme des Droits de l'Homme au nom des "particularismes" culturels et religieux! Néanmoins, privilégier

le dialogue démocratique avec les islamistes qui ne le refusent pas — en lieu et place de la répression et de l'affrontement (car c'est, croyons-nous, d'abord sur les terrains intellectuel, associatif, politique et social qu'il convient mieux d'en combattre les dérives) — ne signifie ni lâcheté, ni concessions, ni abandon des valeurs qui sont au fondement de la démocratie et de la laïcité. Privilégier la voie de la coexistence signifie encore moins l'assimilation de ce phénomène à je ne sais quel "nouveau tiers-mondisme" qui incarnerait, enfin, les espérances des sociétés arabo-musulmanes, la réalisation effective de leurs revendications de justice ou l'accomplissement de leurs préoccupations culturelles!

Il faut se rendre à l'évidence: faite de propagande et de slogans confus et simplistes, cette idéologie (même lorsqu'elle est portée par des leaders dits "modérés" et "modernistes") est porteuse des germes d'un totalitarisme théocratique intolérant qui s'est révélé, là où ses zéloteurs se sont emparés du pouvoir, attentatoire aux droits de l'homme et (surtout) de la femme, meurtrier pour les esprits libres, régressif sur le plan intellectuel, stérile quant à ses capacités de réforme intellectuelle ou politique, incapable d'apporter la moindre solution crédible à la détresse sociale ou culturelle d'une jeunesse (dont elle ne fait que détourner l'exaspération), insensible aux défis scientifiques et éducatifs qui se posent aux pays du Sud à l'aube de ce troisième millénaire.

Dès lors, l'affermissement d'un véritable pôle démocratique et laïque unifié, est urgent et salutaire. Ce pôle pourrait se constituer à partir des courants intellectuels et politiques modernistes et à partir des diverses associations féministes, des organisations syndicales et culturelles, des Ligues des Droits de l'Homme_ qui existent déjà et livrent une bataille décisive contre l'absolutisme et l'obscurantisme, pour l'affirmation du pluralisme et de l'ouverture au monde et pour l'élargissement effectif des espaces de la création et de la liberté. Mais il faut que ces espoirs, portés par toutes ces forces, puissent s'accompagner de l'exigence de justice sociale. Car enfin, n'est-ce pas de la perpétuation des inégalités et de la pauvreté que s'alimente l'idéologie intégriste?

Depuis septembre 1994, la situation n'a guère évolué en Algérie. Au contraire, elle tend, hélas, à se détériorer. La "Conférence nationale", initiée par le général Liamine Zéroual,

a échoué; le "dialogue" avec la direction du FIS a avorté avant même de commencer. Cet échec est dû, en grande partie, à l'intransigeance des dirigeants islamistes et à leur surenchère avec les groupes terroristes les plus radicaux.⁸⁷ Il est dû également au choix, fait par la hiérarchie militaire (par l'intermédiaire du général Lamari, figure emblématique du courant dit des "éradicateurs") de revenir à la guerre totale contre l'intégrisme.

Immanquablement, le pays s'achemine, chaque jour un peu plus — avec ses cortèges d'intellectuels et de journalistes assassinés, d'islamistes armés abattus, de traumatismes, de destructions — vers le chaos. Victimes de ce déchaînement de haine et de violence, les citoyens algériens assistent, révoltés mais impuissants, à cet affrontement aveugle et terrible entre les groupes terroristes intransigeants et les tenants du "tout sécuritaire".

Pourtant, il n'y a pas d'autre alternative pour sortir l'Algérie de cet engrenage meurtrier que de s'asseoir à la même table de négociation afin d'arrêter l'effusion de sang et de préparer les conditions d'un retour à une vie politique normale. L'espoir est permis; un seul événement (qui s'est déroulé, il est vrai, en dehors de l'Algérie) de ces dernières semaines le prouve: c'est le "Colloque pour l'Algérie", organisé les 21 et 22 novembre 1994 par la Communauté catholique Sant'Egidio à Rome, et qui a réuni les représentants du FIS, Rabah Kébir, président de l'instance exécutive du FIS et Anouar Haddam chef de la Délégation parlementaire du parti islamiste aux Etats-Unis et en Europe; Aït Ahmed, secrétaire général du FFS; l'ex-président Ahmed Ben Bella, président du MDA; Abdennour Ali Yahya, représentant de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme, Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN.

Cette première prise de contact, depuis l'interruption du processus électoral, entre responsables de l'opposition démocratique et responsables du FIS est hautement symbolique. Elle prouve que le dialogue est possible, que les partis les plus représentatifs de l'électorat (si l'on se base sur les résultats du premier tour des élections législatives de décembre 1991) veulent bien se rencontrer et appellent à de véritables négociations.

Nécessité du dialogue pour mettre fin à la crise, refus de la violence, retour au processus démocratique, acceptation du

principe du pluralisme et de l'alternance, respect des droits de l'homme_ Tous les participants à la rencontre de Rome se sont engagés explicitement sur ces principes. Dans leur document final, ils expriment le souhait que ce premier dialogue soit le début d'une série de contacts utiles à l'ouverture de véritables négociations.

Que des Algériens aient pu trouver un espace de discussion, parler du destin commun de leur pays, essayer de trouver un terrain d'entente alors que la violence et la haine continuent de s'exprimer chez eux_ qu'ils cherchent à trouver une solution commune à l'impasse actuelle par les vertus de la réflexion, du dialogue et de la négociation plutôt que par le meurtre, l'anathème et le bruit des armes_ Cela ne peut qu'inciter à l'espoir, même si celui-ci demeure mince eu égard au comportement des groupes islamistes armés sur lesquels le FIS n'a guère plus de contrôle.

Une issue pacifique et démocratique au drame que vit l'Algérie reste possible. Rome constitue peut-être l'ébauche d'une alternative sérieuse à la guerre. Mais toute reprise d'un véritable dialogue entre toutes les forces politiques et sociales du pays est conditionnée par l'attitude des islamistes. Si ceux-ci cherchent non pas la compétition politique pacifique dans le cadre d'une société pluraliste et démocratique (dont la fonction est de pacifier les conflits, de réguler institutionnellement les différents intérêts, de domestiquer les passions et la violence sociale_) mais la revanche, la destruction de l'autre, l'imposition d'une vision théocratique et totalitaire, métapolitique et négatrice de toute critique, de tout débat d'idées_ alors, il n'y aura pas de solution viable.

Tout retour à une vie démocratique saine suppose l'acceptation par tous du pluralisme (social, culturel, politique, religieux_) et des règles du jeu communément établies et acceptées. La confrontation de divers projets de sociétés, la régulation pacifique des intérêts ne peuvent s'opérer que par le droit, la négociation, le contrat, un pacte civique, l'institutionnalisation d'un espace de discussions, de délibérations et de communication. De même, il n'y aura pas de pacte démocratique véritable si certaines forces refusent une distinction stricte entre l'espace de la transcendance et du salut et celui de la positivité juridique moderne, entre la sphère de la souveraineté et celle de la spiritualité, entre la loi et la foi. Il n'y aura pas de paix civile durable, ni de société

libre et démocratique, faite d'hommes et de femmes libres et égaux en droit et en dignité, si en lieu et place de l'esprit de tolérance et de pluralisme, l'emportent le fantasme de l'idolâtrie de la communauté religieuse, le mythe de l'identité pure, la sacralisation du politique et du social ou la nationalisation et la politisation du sacré_ Ces crédos intégristes qui mènent inéluctablement à la guerre de tous contre tous, à la volonté de destruction du lien social, à la "purification" de la société de ses éléments jugés dévoyés, impurs, impies_⁸⁸

Pour sortir de cet état de déliquescence et de violence généralisée, il convient d'échanger le droit contre la force, le dialogue contre l'affrontement; il faut créer les conditions favorables à l'institution-nalisation de l'Etat de droit et à l'instauration d'une citoyenneté démocratique véritable.

Abderrahim Lamchichi est Maître de conférences de sciences politiques à l'Université de Picardie-Jules Verne. Il est notamment l'auteur de *L'islamisme en Algérie*, Editions L'Harmattan, 1992 et de *Islam, islamisme et modernité*, 1994 chez le même éditeur.